

Délibération n° 2021-09-23/14

Objet : Remboursement des frais de transport et de séjour – Mandat spécial Salon des maires et des collectivités locales 2021

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi vingt-trois septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 septembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 25

Nombre de membres représentés : 3

Secrétaire de séance : Brigitte RODRIGUEZ

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Christiane PISTRE *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Benoît DELTOUR *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO.

Absent non représenté : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

L'article L.2123-18 du Code général des collectivités territoriales et la jurisprudence du Conseil d'Etat prévoient que les fonctions de Maire, d'Adjoint et de Conseiller municipal, donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux.

Le Conseil municipal définit périodiquement les opérations particulières qui constituent des mandats spéciaux. En outre, la délibération doit faire apparaître de façon nominative les élus qui exercent un mandat spécial.



Les dépenses de transport sont remboursées aux frais réels sur présentation d'un état de frais auquel l' élu joint les factures qu'il a acquittées et précise notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour.

Les frais de séjour liés à l'exercice d'un mandat spécial sont remboursés par la commune sur présentation des factures, dans les limites définies ci-dessous, conformément à l'article R.2123-22-1 du Code général des collectivités territoriales :

- l'indemnité de repas est remboursée dans la limite de 17,50 € ;
- l'indemnité de nuitée est remboursée dans la limite de 90,00 € (Grand Paris), et 110,00 € (Paris intra).

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Définir que la participation au Salon des maires et des collectivités locales organisé du 16 au 18 novembre 2021 à Paris constitue un mandat spécial ;
- Dire que les élus suivants participeront au Salon des maires et des collectivités locales 2021 : Mario MARCOU - Xavier MIRALT - Patricia NIVASSE - Brigitte RODRIGUEZ
- Approuver le remboursement aux frais réels des dépenses de transport et le remboursement forfaitaire d'hébergement et de restauration des élus susvisés, dans le cadre de ce mandat spécial.
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 septembre 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.